

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

van

WOENSDAG 20 MEI 2015

Namiddag

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

du

MERCREDI 20 MAI 2015

Après-midi

De vergadering wordt geopend om 15.38 uur en voorgezeten door de heer Eric Van Rompuy.
La séance est ouverte à 15.38 heures et présidée par M. Eric Van Rompuy.

01 Question de M. Benoît Dispa au ministre des Finances sur "la comparaison entre les accords FATCA et les normes européennes" (n° 4200)

01 Vraag van de heer Benoît Dispa aan de minister van Financiën over "de vergelijking van de FATCA-akkoorden met de Europese normen" (nr. 4200)

01.01 **Benoît Dispa** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, lors de la discussion en commission Finances sur la communication de la Commission européenne relative à la fraude et à l'évasion fiscale, j'avais abordé le sujet des accords FATCA.

Je vous avais posé une question et vous m'aviez dit qu'il valait mieux y revenir plus tard pour approfondir la discussion. Je reviens donc vers vous avec cette question.

Les accords FATCA sont des traités bilatéraux en matière d'échange d'information que les États-Unis concluent avec leurs partenaires commerciaux parmi lesquels plusieurs États membres de l'Union européenne. Le champ d'application de la nouvelle législation européenne sera-t-il le même que celui couvert par les accords FATCA? En d'autres termes, les États membres de l'UE échangeront-ils autant d'information entre eux que ce qu'ils échangent actuellement avec les États-Unis en vertu des accords FATCA?

01.02 **Johan Van Overtveldt**, ministre: Monsieur Dispa, l'accord FATCA entre la Belgique et les États-Unis organise un échange automatique et réciproque de renseignements financiers. Les accords FATCA que de nombreux gouvernements ont conclu avec les États-Unis ont mené à un nouvel élan à l'échange automatique de renseignements en tant qu'outil de lutte contre la fraude et les évasions fiscales.

Le Conseil de l'Union européenne et le G20 se sont déclarés favorables au développement d'un tel échange. Ces institutions ont, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'éviter le développement parallèle de différentes normes. Une norme unique présente l'avantage de simplifier les processus, d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts des échanges. Une norme de portée mondiale permet de lutter plus efficacement contre la fraude et les évasions fiscales internationales.

La nouvelle norme répandue et multilatérale d'échange automatique de renseignements financiers a dès lors été élaborée en s'inspirant largement de l'échange automatique des renseignements requis par les accords FATCA. La directive de 2014 la rend applicable entre les pays membres de l'Union européenne. En vertu de cette nouvelle norme, les renseignements qui seront communiqués aux autres États membres de l'Union européenne sont globalement les mêmes que ceux qui seront communiqués aux États-Unis. Les modalités des échanges sont par ailleurs très similaires, même s'il existe l'une ou l'autre particularité avec les États-Unis. Une même norme sera dès lors applicable pour l'échange automatique de renseignements de nature financière avec les autres États membres de l'Union européenne et avec les États tiers.

01.03 **Benoît Dispa** (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour ces informations qui s'orientent dans le bon sens.

Effectivement, l'on peut se réjouir d'une norme aussi large que possible, pour autant qu'elle ne soit pas

revue à la baisse, ce qui ne semble pas être le cas. Je me réjouis que la directive 2014 puisse produire au plus vite ses effets.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Mme Sophie Wilmès au ministre des Finances sur "la promotion du Service des créances alimentaires (SECAL) auprès du public cible" (n° 4154)

02 Vraag van mevrouw Sophie Wilmès aan de minister van Financiën over "het beter bekend maken van de Dienst voor alimentatievorderingen (DAVO) bij de doelgroep" (nr. 4154)

02.01 Sophie Wilmès (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, le SECAL a été créé par la loi du 21 février 2003 au sein du SPF Finances. Son objectif est de lutter contre la pauvreté, et la pauvreté infantile en particulier. Le rôle de ce service est d'autant plus important que le contexte économique est difficile et que les situations familiales évoluent avec un nombre croissant de divorces. Ce service a également pour objectif d'aider les citoyens à exécuter les décisions judiciaires en agissant en tant qu'intermédiaire entre les débiteurs et les créanciers.

Depuis 2015, le nombre de personnes susceptibles de prétendre aux services du SECAL a augmenté, puisque les plafonds ont été revus à la hausse, ce dont nous nous réjouissons. Toutefois, selon le Pr Pacolet, l'auteur du rapport de recherche *L'impact budgétaire de l'octroi d'avances par le Service des créances alimentaires*, il y a lieu de s'interroger sur la promotion du service faite auprès du public cible. Autrement dit, il se pourrait que des parents précarisés ne soient pas informés qu'ils peuvent faire appel à ce service qui existe pour eux et leur serait extrêmement utile.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous en dire plus sur la promotion faite pour le SECAL auprès des public cibles afin de s'assurer que ces personnes soient bien informées?

02.02 Johan Van Overtveldt, ministre: Madame Wilmès, diverses actions de promotion existent afin d'assurer la notoriété du SECAL. Cette "publicité" est assurée notamment au moyen d'un site web, d'affiches, de dépliants et de brochures qui sont actualisées annuellement. En outre, lors de l'entrée en vigueur de la loi du 12 mai 2014, une action de communication ciblée a été lancée. Tous les demandeurs ayant un dossier ouvert auprès du service et qui, sous la loi précédente, ne satisfaisaient pas aux conditions pour bénéficier des avances ont été contactés par courrier afin de les avertir du fait que le plafond de revenus pour pouvoir bénéficier des avances a été relevé.

De plus, je vous rappelle que tout jugement fixant une contribution alimentaire doit mentionner les coordonnées du SECAL et rappeler ses missions. Cette mesure de publicité informe le créancier, dès le prononcé du jugement, du service auquel s'adresser au cas où des problèmes de paiement des pensions alimentaires se présenteraient.

02.03 Sophie Wilmès (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie.

La publicité est un mot compliqué à utiliser dans ce domaine mais la promotion du service est effectivement fondamentale. Je suis contente de savoir qu'elle existe dès le départ, dès que les jugements sont fixés. J'imagine aussi que les CPAS ont un rôle à jouer dans la diffusion de l'information et j'espère qu'on joue une carte importante avec eux.

J'ai vu aujourd'hui qu'une question avait été posée à Mme Sleurs sur la provision des montants dépensés. Cela me va parfaitement puisque je comptais vous interroger sur ce sujet la semaine prochaine, lors des discussions sur le contrôle budgétaire.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de M. Benoît Dispa au ministre des Finances sur "l'accès au registre bancaire central par le SPF Finances" (n° 4219)

03 Vraag van de heer Benoît Dispa aan de minister van Financiën over "de toegang tot het centrale bankregister voor de FOD Financiën" (nr. 4219)

03.01 Benoît Dispa (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, dans son plan de lutte contre la fraude fiscale, la secrétaire d'État, Mme Sleurs, souhaite permettre la consultation par les huissiers de justice du registre bancaire central. Actuellement, le point de contact central (PCC) basé auprès de la Banque nationale n'est consultable que par certains agents du fisc.

Monsieur le ministre, quels agents du SPF Finances ont-ils accès au point de contact central? Pourquoi l'accès est-il restreint à cette catégorie? Comptez-vous permettre l'accès au PCC à d'autres agents du fisc de rang équivalent à ceux qui en ont l'accès aujourd'hui? Le cas échéant, ces changements nécessiteraient-ils, selon vous, une modification de nature législative? Quel est actuellement le mode de financement du PCC? Pouvez-vous préciser les montants? L'élargissement de l'accès au PCC aux huissiers de justice serait-il gratuit?

03.02 Johan Van Overtveldt, ministre: Monsieur Dispa, en ce qui concerne le SPF Finances, ont actuellement accès au PCC certains fonctionnaires chargés de l'établissement de l'impôt sur les revenus, à savoir certains fonctionnaires de l'Administration générale de la Fiscalité et de l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts ainsi que ceux chargés de son recouvrement, à savoir certains fonctionnaires de l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement.

En ce qui concerne l'établissement de l'impôt sur les revenus, la consultation du PCC est, étant donné l'importance de cette procédure et l'application uniforme de celle-ci, légalement limitée aux fonctionnaires désignés par le ministre visés au § 2 de l'article 322 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Cela signifie que seul le directeur dont relève le service qui a effectué l'enquête peut consulter le PCC, à condition de suivre une procédure assez stricte. En ce qui concerne le recouvrement de l'impôt sur les revenus, l'accès à l'application du PCC est limité au conseiller général, directeur régional de chaque centre régional de recouvrement et du centre spécial de recouvrement et, en cas d'absence de celui-ci, au conseiller contentieux coordinateur du service juridique du centre.

Bien que les fonctionnaires de l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement ne sont pas concernés par les limitations imposées par l'article 323, § 2 à 4, cet accès restreint trouve son fondement dans des questions purement organisationnelles propres à la mise en place du système. L'administration étudie actuellement la possibilité d'étendre la consultation du PCC aux fonctionnaires de la TVA. Le cas échéant, une modification du Code de la TVA sera nécessaire. L'administration examine également comment et de quelle manière les données du PCC peuvent être utiles pour d'autres administrations générales du SPF Finances. Le cas échéant, la législation des administrations générales concernées devra être adaptée.

Le PCC est géré par la Banque nationale de Belgique. Celle-ci impute à l'État tous les frais qu'elle encourt à l'occasion du développement de l'installation, du fonctionnement et de la maintenance du PCC. Lorsque d'autres organisations faisant partie ou non de l'autorité fédérale peuvent avoir accès au PCC, les frais de fonctionnement ne peuvent pas être supportés par le seul SPF Finances. Une clé de répartition claire devrait être fixée tant en ce qui concerne les frais fixes que les frais variables. Le coût de fonctionnement du PCC pour 2014 s'élève à 1 085 600 euros.

03.03 Benoît Dispa (cdH): Merci, monsieur le ministre, pour votre réponse très complète.

En ce qui concerne l'élargissement de l'accès aux huissiers de justice, je déduis de votre réponse que cet accès, le cas échéant, ne serait pas gratuit.

03.04 Johan Van Overtveldt, ministre: Je vous donnerai l'information précise prochainement. Je préfère ne pas vous répondre de manière inexacte.

03.05 Benoît Dispa (cdH): Votre réponse était déjà fort intéressante.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

04 Questions jointes de

- Mme Vanessa Matz au ministre des Finances sur "l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur la taxe d'abonnement" (n° 4280)

- M. Georges Gilkinet au ministre des Finances sur "les conséquences de l'arrêt de la Cour constitutionnelle relatif à la taxe bancaire" (n° 4309)

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Vanessa Matz aan de minister van Financiën over "het arrest van het Grondwettelijk Hof inzake de abonnementstaks" (nr. 4280)

- de heer Georges Gilkinet aan de minister van Financiën over "de gevolgen van het arrest van het Grondwettelijk Hof inzake de bankentaks" (nr. 4309)

04.01 **Vanessa Matz** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, dans un arrêt assez récent du 7 mai 2015, la Cour constitutionnelle s'est prononcée sur la validité de l'augmentation de la taxe d'abonnement due par les institutions bancaires, introduite par la loi portant dispositions diverses du 30 juillet 2013.

Sur la question de la rétroactivité, la Cour estime que celle-ci n'est pas fondée: "Comme il est dit en B.8.1, l'objectif de l'augmentation de la taxe d'abonnement est double: d'une part, compenser la perte de moyens budgétaires et, d'autre part, inciter les établissements de crédit à investir dans l'économie réelle. Ni les travaux préparatoires, ni le mémoire du Conseil des ministres ne font toutefois apparaître pourquoi il était indispensable, pour atteindre ces objectifs, de conférer un effet rétroactif à l'augmentation attaquée. Le second objectif ne peut du reste valoir que pour l'avenir et non pour le passé". Il est stipulé en B.14: "Il découle de ce qui précède que la rétroactivité des dispositions attaquées n'est pas justifiée".

Monsieur le ministre, quelles sont les conséquences de cet arrêt sur le budget de l'État? Quelles mesures envisagez-vous de prendre pour pallier ce manque de recettes?

04.02 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le ministre, il est toujours dangereux de légiférer avec effet rétroactif. Mme Marghem a beaucoup de difficultés avec ce genre de procédure pour le moment!

Je m'intéresse, comme ma collègue Mme Matz, à cet arrêt de la Cour constitutionnelle et mes questions vont dans le même sens.

Quelles sont les conséquences de ces décisions notamment en termes d'impact budgétaire? Comptez-vous contester la décision sur le plan juridique? Auriez-vous de nouveaux arguments à opposer au plaignant? Allez-vous corriger le texte annulé par la Cour constitutionnelle? Des mesures compensatoires sont-elles envisagées à l'égard du secteur bancaire pour qu'il paie ce qui est dû? L'objectif était de le faire contribuer aux efforts d'assainissement budgétaire vu le coût qu'il représente pour les finances publiques. Quelle nature d'accord, indépendamment d'une action judiciaire, pourriez-vous obtenir avec le secteur bancaire et financier?

04.03 **Johan Van Overtveldt**, ministre: Monsieur le président, madame Matz, monsieur Gilkinet, l'arrêt de la Cour constitutionnelle a annulé l'augmentation du taux de 0,0965 % à 1,12 % sur les dépôts d'épargne auprès des établissements de crédit. En raison du délai très court entre l'arrêt de la Cour constitutionnelle et vos questions, nous ne sommes pas en mesure de fournir une estimation précise des conséquences de l'arrêt sur le budget de l'État.

Dans les travaux préparatoires de la loi de 2013, il était prévu que l'augmentation de la taxe rapporterait quarante millions supplémentaires. Toutefois, il convient de noter que le volume des dépôts d'épargne a sensiblement augmenté au cours de la période prise en compte. Le montant de quarante millions d'euros pourrait donc être revu à la hausse. Il faudra aussi intégrer le nombre de demandes de restitution que les établissements de crédit transmettront au SPF Finances.

Dans l'accord de gouvernement, il est indiqué que sera mise en chantier une réforme des taxes annuelles sur les établissements de crédit, les organismes de placement collectifs et les sociétés d'assurance. Il s'agit notamment de prendre en compte les différents modèles d'activités des institutions qui y sont soumises. Une compensation des pertes subies à la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle pourrait être envisagée dans le cadre de cette réforme prévue pour la fin de l'année.

04.04 Vanessa Matz (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, je vous remercie.

Même si le laps de temps est relativement bref entre l'arrêt et aujourd'hui, soit une dizaine de jours, il me semble nécessaire que nous disposions d'un chiffre plus précis. Vous le dites vous-même, on estime pour le moment le montant à quarante millions, mais il pourrait être en réalité beaucoup plus élevé.

En outre, une réforme plus approfondie est prévue pour la fin de l'année. Dans l'intervalle, quels seront les crédits qui pourront bénéficier d'une compensation? J'imagine que cette taxe avait déjà été budgétisée.

Je reviendrai vous interroger pour obtenir une réponse plus précise quant à la perte occasionnée par cet arrêt.

04.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le ministre, votre réponse m'inquiète compte tenu du peu d'informations que vous nous avez données quant à l'impact budgétaire de la mesure et aux solutions envisagées.

Je constate que vous avez utilisé le conditionnel lorsque vous vous êtes exprimé au sujet de la réforme relative aux taxes annuelles payées par le secteur bancaire et financier qui pourrait comprendre une forme de compensation pour que ledit secteur paie ce qu'il doit. Il aurait été appréciable qu'il le fasse de manière spontanée sans contester cette contribution somme toute normale. Cela dit, une autre possibilité existe: il faudrait que les établissements bancaires ne demandent pas individuellement la restitution de la taxe payée, comme le permettrait l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Nous attendons, en tout cas, que vous fassiez preuve de proactivité et d'intransigeance à l'égard de ce secteur qui a coûté beaucoup trop cher aux finances publiques, même s'il est nécessaire au fonctionnement de l'économie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Question de M. Georges Gilkinet au ministre des Finances sur "la révision du Pacte de stabilité à l'ordre du jour du Conseil ECOFIN du 12 mai" (n° 4310)

05 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Financiën over "de herziening van het Stabyliteitspact die op de agenda staat van de Ecofin-Raad van 12 mei" (nr. 4310)

05.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le ministre, l'ordre du jour du Conseil ECOFIN du 12 mai comprenait notamment un point relatif à une éventuelle révision du code de conduite applicable aux règles budgétaires. En janvier, la Commission européenne avait publié une communication portant sur "une meilleure utilisation de la flexibilité à l'intérieur des règles existantes du pacte de stabilité et de croissance". Selon les échos préliminaires, il apparaît que différents points de vue s'expriment à cet égard en faveur d'une souplesse plus grande des règles budgétaires ou au contraire d'une restriction de celles-ci. Afin de laisser aux États membres une marge de manœuvre pour intervenir sur le plan social et économique, il semble fondamental d'évoluer vers un assouplissement de ces règles.

Monsieur le ministre, pouvez-vous m'indiquer quelle est la position du gouvernement fédéral quant à un assouplissement des règles budgétaires européennes? Une concertation a-t-elle été entreprise avec les entités fédérées quant à la position à défendre au sein d'ECOFIN? Le cas échéant, quel est le résultat final de ces discussions? Au cas contraire, cette concertation aura-t-elle lieu postérieurement à ECOFIN? Au-delà du Conseil ECOFIN du 12 mai, quel est le calendrier de décision quant à une éventuelle révision des normes budgétaires?

05.02 Johan Van Overtveldt, ministre: Monsieur Gilkinet, préalablement, je voudrais souligner deux points importants. Premièrement, le point relatif à la flexibilité n'était pas officiellement à l'ordre du jour. Au petit-déjeuner, les ministres d'ECOFIN ont pris note de la feuille de route pour arriver à un accord sur la révision du code de conduite "*Specifications on the implementation of the Stability and Growth Pact and Guidelines on the format and content of Stability and Convergence programmes*", à la fin de l'année.

Deuxièmement, la communication interprétative de la Commission européenne n'a pas pour objectif de modifier les règles budgétaires qui viennent d'être renforcées il y a quelques années.

Ceci étant dit, la communication de la Commission "utilisait au mieux la flexibilité offerte par les règles existantes du Pacte de stabilité et de croissance" et fournit des orientations supplémentaires sur la manière dont la Commission utilisera sa marge d'interprétation dans la mise en œuvre des règles existantes du Pacte de stabilité et de croissance.

Cette communication n'a donc pas pour but de modifier les règles existantes du Pacte de stabilité et de croissance mais apporte aux États membres des éclaircissements sur les mesures à prendre pour que le cadre budgétaire commun concoure au succès de la stratégie de l'Union européenne pour la croissance et l'emploi, notamment en ce qui concerne les investissements et les réformes structurelles, tout cela en prenant mieux en compte la situation conjoncturelle dans chaque État membre.

La Commission estime que dans sa communication, les garanties et conditions nécessaires sont en place pour pouvoir utiliser au mieux la flexibilité des règles existantes, sans compromettre la crédibilité et l'efficacité de celles-ci en matière de responsabilité financière et budgétaire.

Pour le moment, la communication n'engage que la Commission. Le Code de conduite a déjà prouvé dans le passé qu'il était un instrument utile pour éclaircir les règles du Pacte de stabilité et de croissance. La Commission et les États membres sont d'avis qu'un accord sur un texte agréé intégrant la flexibilité dans le Code de conduite pourrait être une bonne solution. Le but est donc d'arriver à des règles transparentes et acceptables pour la Commission et pour les États membres dans le Code de conduite.

La discussion concernant l'intégration de la flexibilité dans le Code de conduite commencera dans quelques semaines au sein du Comité économique et financier, l'objectif étant d'arriver à un accord pour la fin de l'année.

Pour le moment, la Commission n'a pas encore fait de proposition de modification. Au niveau de la Belgique, les autres administrations seront tenues au courant via la coordination interne au sein des Affaires étrangères.

05.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, c'est une réponse tout en nuances qui joue un peu sur les mots. Il n'y a donc pas de remise en cause des règles budgétaires mais l'introduction d'une certaine flexibilité notamment, c'est important, par rapport aux politiques d'investissement des États. Si les choix d'investissements peuvent être considérés comme des dépenses utiles, productives et non pas comme un déficit pur, il est possible de faire évoluer le cadre sans le remettre totalement en cause. Je pense qu'il y a une opportunité, en tout cas par rapport à notre vision de l'économie faite de soutien à l'économie par les pouvoirs publics pour élargir un peu le cadre. Il faut la saisir, le cas échéant, en concertation évidemment avec les entités fédérées qui sont aussi concernées, simplement de par la répartition des compétences et du fait qu'elles sont compétentes pour le soutien des communes.

Je vous encourage à utiliser au mieux les possibilités, les ouvertures qui sont faites en termes de flexibilité, notamment par rapport à la comptabilisation des investissements. Il me semble que c'est une opportunité à ne pas laisser passer pour assouplir les contraintes budgétaires qui sont les nôtres.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Financiën over "opslorpingen en/of fusies en zetelverplaatsingen in Europees verband" (nr. 4044)

06 Question de Mme Carina Van Cauter au ministre des Finances sur "les absorptions et/ou les fusions et les délocalisations à l'échelle européenne" (n° 4044)

06.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de minister, ik schets u twee fictieve situaties, met een vraag om verduidelijking.

Een Belgische vennootschap A heeft een boekjaar dat loopt van 1 januari tot 31 december en wordt tegen 31 mei 2015 opgeslorpt door een vennootschap B uit Nederland. Die opslorping heeft retroactief uitwerking tot 1 januari 2015 en B wordt dan rechtsopvolger van A, die de belastingplichtige in België zal worden. Dat is een eerste casus.

Een tweede casus, een Belgische vennootschap brengt haar zetel over van België naar Nederland op 31 mei 2015. De balansdatum blijft ongewijzigd.

Op basis van de twee fictieve voorbeelden wil ik u de volgende vragen stellen.

Ten eerste, hoe verloopt de belastingplicht in het eerste voorbeeld? Het lijkt mij evident te stellen dat B zijn belastingplicht zal moeten vervullen als niet-verblijfhouder van 1 juni tot 31 december 2015. Wat evenwel met de periode van 1 januari tot 31 mei? Dat is niet helemaal duidelijk. Is B gehouden een aangifte als niet-rijksinwoner in te dienen voor de periode van 1 januari tot 31 december 2015, of moet B een aangifte in de vennootschapsbelasting indienen als Belgisch rijksinwoner voor de periode van 1 januari tot 31 mei 2015?

In het tweede voorbeeld, is de nieuwe Nederlandse vennootschap gehouden voor haar Belgische activiteiten een aangifte in te dienen als niet-rijksinwoner voor het hele jaar 2015, of dient zij een aangifte in de vennootschapsbelasting als rijksinwoner in te dienen tot 31 mei 2015, en een aangifte als niet-rijksinwoner voor de periode 1 juni tot 31 december 2015?

06.02 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mevrouw Van Cauter, ik heb goed en slecht nieuws. Met betrekking tot uw eerste vraag is het nieuws wat minder goed dan voor de tweede vraag.

Door de complexiteit van de eerste situatie, die u schetst, en de onduidelijkheid besloten in het voorbeeld omtrent het al dan niet van toepassing zijn van de fiscale neutraliteit op die grensoverschrijdende verrichting, kan ik eigenlijk in de huidige vorm niet antwoorden op uw eerste vraag. Als de casus concreter kan worden gemaakt met concretere parameters, zijn wij uiteraard bereid daarop verder te werken en een concreet antwoord te geven.

Wat uw tweede vraag betreft, blijft de vennootschap onderworpen aan de vennootschapsbelasting tot wanneer de gronden van belastbaarheid in de vennootschapsbelasting wegvallen. Dat is zo vanaf de dag waarop de vennootschap haar zetel naar het buitenland overbrengt en dus niet langer te beschouwen is als een binnenlandse vennootschap.

Het Wetboek van de Inkomstenbelasting stelt de overbrenging naar het buitenland van de fiscale woonplaats van binnenlandse vennootschappen gelijk met een verdeling van het maatschappelijk vermogen. De vennootschap zal een aangifte in de vennootschapsbelasting moeten indienen als binnenlandse vennootschap voor de periode tot 31 mei 2015 en een aangifte in de belasting niet-inwoners/vennootschappen als buitenlandse vennootschap voor de periode van 1 juni tot 31 december 2015, voor zover zij handelingen stelt die belastbaar zijn in laatstgenoemde belastingen.

06.03 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de minister, u hebt in elk geval een antwoord geformuleerd op de tweede casus, die mij is voorgelegd. Ik zal het met graagte overbrengen. Het was vrij duidelijk.

Op de eerste casus komen wij zeker nog terug. Blijkbaar is de casus nog niet ingewikkeld genoeg gesteld.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 **Question de Mme Özlem Özen au ministre de la Justice sur "la perception 'directe' des amendes judiciaires par les huissiers" (n° 3996)**

07 **Vraag van mevrouw Özlem Özen aan de minister van Justitie over "de 'directe' inning van gerechtelijke boetes door deurwaarders" (nr. 3996)**

07.01 **Özlem Özen** (PS): Monsieur le ministre, cette question ne vous était pas destinée à l'origine mais elle a été renvoyée au département des Finances. La presse nous informe que les huissiers de justice pourront percevoir les amendes judiciaires, un projet pilote ayant déjà été mis en place à Gand.

Ainsi, le régime de la peur instauré, malgré eux, par les huissiers, sera complété par une compétence que j'appellerais 'exécutoire'. Pourtant, le recours systématique aux huissiers dans le cadre du recouvrement de dettes a parfois pour conséquence d'alourdir la facture pour la population fragilisée, qui ne peut déjà pas s'acquitter de ses factures de base et l'amène parfois dans le surendettement, voire la paupérisation.

En effet, l'intervention d'huissiers engendre des frais importants en termes de frais de rappel, de frais d'intervention d'intermédiaires, de recouvrement, ce que le justiciable modeste appellerait probablement "frais de toute sorte" et ce n'est certainement pas faux.

Monsieur le ministre, quelle est la procédure mise en place? L'intervention des huissiers sera-t-elle utilisée afin d'éviter les saisies, afin que celles-ci ne soient plus que l'ultime solution?

L'intervention d'un huissier engendre la crainte chez celui qui est identifié comme un mauvais payeur. C'est d'ailleurs probablement un des buts recherchés. Néanmoins, comment ce débiteur saura-t-il, avant de se hâter de payer, que les montants correspondent effectivement à une dette certaine et exigible et ce, afin d'éviter, par exemple, de s'acquitter d'un montant prescrit? L'intervention des huissiers doit-elle ou sera-t-elle être coulée dans une nouvelle réglementation?

07.02 Johan Van Overtveldt, ministre: Madame Özen, les rumeurs ne sont pas tout à fait exactes. Les huissiers de justice collaborent depuis longtemps avec mon administration pour le recouvrement d'amendes pénales impayées. Ce qui se passe maintenant concerne la reprise du recouvrement via les huissiers de justice après une période durant laquelle c'était impossible en raison de problèmes informatiques.

Conformément à ce que prévoit la procédure, la personne concernée doit toujours avoir reçu au préalable une première invitation à payer.

En attendant la résolution de ces problèmes, un projet pilote a été lancé afin de trouver une solution pratique. Via une application des contributions directes adaptée, des sélections manuelles peuvent être opérées en vue d'envoyer des dossiers aux huissiers de justice.

De plus, mes services ont mis à profit l'utilisation d'autres canaux de recouvrement. Depuis le mois de mars de cette année, l'utilisation de la saisie-arrêt en forme simplifiée a été accentuée, permettant de saisir à moindre coût et plus rapidement des sommes auprès de tiers.

De même, la compensation avec les remboursements d'impôts continue à être utilisée de façon très active et productive. Il en va de même de l'utilisation des scanners de plaques d'immatriculation.

Enfin, afin d'opérer le recouvrement de façon ciblée et de façon à éviter des frais, tant à charge des condamnés qu'à charge de l'État, mon administration utilise de plus en plus le *data mining* pour la sélection des dossiers.

07.03 Özlem Özen (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse très complète.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Financiën over "de aanpassing van artikel 373 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992" (nr. 4208)

08 Question de Mme Carina Van Cauter au ministre des Finances sur "l'adaptation de l'article 373 du Code des impôts sur les revenus 1992" (n° 4208)

08.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de minister, dit is een zeer korte vraag.

Volgens het jaarverslag voor 2014 van de fiscale bemiddelingsdienst en de daarin gegeven aanbevelingen zou het nuttig zijn om te komen tot een aanpassing van de bezwaartermijn van artikel 373 van het WIB overeenkomstig de bezwaartermijn van artikel 371. Die aanpassing zou ervoor moeten zorgen dat het verschil in bezwaartermijn tussen de twee artikelen wordt weggewerkt. Bij toepassing van artikel 371 gaat het over zes maanden, bij toepassing van artikel 373 gaat het slechts om drie maanden. Dat is dus in geval van correlatieve overbelasting. Men zegt dat het nuttig zou zijn om dit verschil in termijn weg te werken omdat dit bij de gewone belastingplichtigen nogal eens voor verwarring zorgt.

Vandaar mijn vragen.

Denkt u dat deze aanbeveling te ondersteunen is? Ziet u misschien toch een reden – die misschien niet voor de hand ligt maar die u kunt toelichten – om dit verschil te handhaven? Zult u een initiatief in deze zin ondersteunen?

08.02 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mevrouw Van Cauter, het is inderdaad zeker zo dat het verwarrend is voor de belastingplichtige dat hij voor een normale aanslag over een termijn van zes maanden beschikt om een bezwaarschrift in te dienen en voor een betwisting inzake overbelasting die door een aanvullende aanslag gecreëerd wordt slechts over drie maanden. Een gelijkschakeling van beide termijnen is dus zeker aan te bevelen, zeker vanuit het standpunt van de administratieve vereenvoudiging.

Daarover door ons ondervraagd heeft de administratie bevestigd dat zij er absoluut geen bezwaar tegen heeft dat deze termijnen worden gelijkgeschakeld. Die gelijkschakeling zal dan ook gebeuren in het kader van de hervorming van de fiscale procedure die in het regeerakkoord is opgenomen en die we ook zullen uitvoeren.

08.03 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw tweeledige antwoord.

Als ik goed geluisterd heb gaat u akkoord met het uniform maken van de bezwaartermijn, tot zes maanden, en komt er een hervorming van de fiscale procedure?

08.04 Minister **Johan Van Overtveldt**: Ik voeg nog een kleine nuance toe: er blijft nog een mogelijkheid van zes en drie maanden. Juist is juist.

08.05 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Dan hoop ik dat u kiest voor een wijze die voor de burger zo gebruiksvriendelijk mogelijk is. Dan neem ik aan dat dit zes maanden zal zijn.

08.06 Minister **Johan Van Overtveldt**: De burger is steeds zeer aanwezig in onze gedachten.

08.07 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Dank u wel.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

09 **Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Financiën over "de bemiddeling inzake kadastrale inkomens" (nr. 4209)**

09 **Question de Mme Carina Van Cauter au ministre des Finances sur "la conciliation dans le cadre des revenus cadastraux" (n° 4209)**

09.01 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, dit is een onderwerp waarover ik al heel wat vragen heb gesteld.

Uit het jaarverslag van de fiscale-bemiddelingsdienst blijkt dat er inzake kadastermateries weinig om bemiddeling wordt gevraagd. Zo zouden er in 2014 slechts 52 dossiers ingediend zijn. Nochtans leent deze op zich cijfermatige materie zich perfect tot het bekomen van bemiddelde oplossingen. Jaarlijks worden er tussen de 3500 en 4000 bezwaarschriften ingediend tegen kadastrale inkomsten. Het is dus slechts een klein aantal dat zijn weg vindt naar de fiscale-bemiddelingsdienst.

De kadastermaterie is de enige materie waarin fiscale bemiddeling wettelijk door de onderzoekende ambtenaar, en dus niet door de burger, moet worden aangevraagd. Er bereiken mij echter signalen van burgers die door de diensten van het kadaster niet zouden zijn ingelicht over deze materie en waarbij zij zelfs weinig mogelijkheid tot onderhandeling kregen.

Zijn uw diensten op dit vlak voldoende ingelicht over hun informatieplicht aan de burger? Op welke manier worden de diensten ingelicht over en herinnerd aan hun informatieplicht aan de burger?

Is de vaststelling dat er inzake het kadastraal inkomen relatief weinig om bemiddeling wordt gevraagd evenwel geen indicatie om de diensten er opnieuw op te wijzen dat zij de mogelijkheid tot fiscale bemiddeling ook in deze materie moeten aanmoedigen?

Zijn deze vaststellingen geen signaal om de aanvraag tot fiscale bemiddeling in kadastermateries ook op initiatief van de burger mogelijk te maken en dus niet enkel op initiatief van de wettelijk onderzoekende ambtenaar?

09.02 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Van Cauter, de ambtenaren werden ingelicht aan de hand van een uitgebreide instructie, meer bepaald instructie 4/2012, die gepubliceerd staat op het intranet van de FOD Financiën. Deze materie maakt trouwens ook zeer expliciet deel uit van de opleiding bij de FOD Financiën. Bij elke aangetekende zending, waarmee het nieuw vastgesteld of gewijzigd kadastraal inkomen ter kennis wordt gebracht, wordt een informatieve folder toegevoegd.

De onderzoekende ambtenaar is doorgaans op de hoogte van de wens van de bezwaarindiener om een beroep te doen op de fiscale bemiddeling. In de bezwaarprocedure inzake het kadastraal inkomen is de onderzoekende ambtenaar immers meestal de persoon die, in geval van blijvende onenigheid, namens de bezwaarindiener en hemzelf de scheidsrechterlijke beslissing vordert.

Toch ben ik van mening dat, zolang de onderhandelingsfase loopt, ook de bezwaarindiener zelf het initiatief moet kunnen nemen om een beroep te doen op de fiscale-bemiddelingsdienst. Ik laat mijn administratie onderzoeken hoe wij dit het snelst gerealiseerd kunnen krijgen.

09.03 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de minister, de folder waarnaar u verwijst, wordt meegestuurd op het ogenblik dat het kadastraal inkomen wordt betekend. Ik weet niet hoe dat bij u gaat, maar overtollig papier verdwijnt al eens in de prullenmand. Op het moment dat dit document wordt betekend, wordt het niet voldoende gelezen.

Wij zitten hier met het probleem dat het initiatief moet uitgaan van een ambtenaar, maar wanneer het tot een geschil komt, zouden mensen ten minste moeten weten dat zij erom kunnen vragen. Een algemene toelichting op het moment van de betekening van het kadastraal inkomen is misschien ontoereikend. Als men kijkt naar het resultaat blijkt het immers onvoldoende efficiënt te zijn.

Ik herinner mij de discussie naar aanleiding van het in gebreke stellen van consumenten en hoe een ingebrekestelling eruit moet zien. Het resultaat van dat parlementair werk was dat men in een ander lettertype en tussen aanhalingstekens moet vermelden dat het niet over een gerechtelijke invordering gaat, maar dat het enkel een aanmaning tot betaling is. Het gaat erom de aandacht daarop te vestigen.

Ik denk dat dit het punt bij uitstek is waar de fiscale-bemiddelingsdienst een rol kan spelen. Als men in die situatie terechtkomt, moet daarop worden gewezen. Dat is toch de informatieplicht van de ambtenaar. Er moet niet enkel worden gezegd dat het een aantal maanden geleden werd toegestuurd in een folder. Dat is volgens mij ontoereikend.

Als men niet tot een akkoord komt, zouden naar verluidt alle daaropvolgende kosten volledig ten laste zijn van degene die om een procedure verzoekt.

De administratie gebruikt ten aanzien van de belastingplichtige nogal eens het drukmiddel dat, als hij niet akkoord gaat en stappen onderneemt tot een gerechtelijke betwisting, hij goed moet beseffen dat hij alle kosten van schatting, vredegerecht en procedure zal moeten betalen. Naar verluidt zou dat als het ware als chantagemiddel worden gebruikt. Wij mogen dat misschien niet veralgemenen, maar het aantal van 52 dossiers op 3 500 tot 4 000 bezwaarschriften moet toch een belletje doen rinkelen dat er iets niet juist is.

Ik kan alleen maar toejuichen dat u bereid bent om het initiatiefrecht bij de burger te laten. Dat zou in ieder geval een stap vooruit zijn. Ik dring er wel op aan dat u de diensten erop wijst dat zij de weg naar bemiddeling moeten tonen en dat zij mensen niet mogen chanteren met procedurekosten om hen de akkoordverklaring met het KI te laten ondertekenen, want dat is niet correct.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

10 **Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Financiën over "het proefproject voor de inning van penale boetes en het FIRST-project" (nr. 4210)**

10 **Question de Mme Carina Van Cauter au ministre des Finances sur "le projet pilote relatif à la**

perception des amendes pénales et le projet FIRST" (n° 4210)

10.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de minister, ik heb u over dit thema al een vraag gesteld naar aanleiding van de mediaberichten volgens dewelke er als proefproject in Gent en Luik gerechtsdeurwaarders werden ingeschakeld om penale boetes te innen. U hebt in de pers verklaard dat dit sinds januari zijn vruchten blijkt af te werpen. Zo zou er in de gemeten periode in het Gentse voor 8,9 miljoen aan achterstallige boetes geïnd zijn.

Mijnheer de minister, ik heb u destijds ook vragen gesteld over het project FIRST, dat een opvolging is van het STEAMER-project. STEAMER werkte ontoereikend, omdat er enkel een eerste aanmaning werd gestuurd maar nadien kon niet worden opgevolgd of er betaald was, waarna de uitvoeringfase stilviel. De opvolger, FIRST, zorgt er wel voor dat de hele keten gevolgd wordt. Het vonnis wordt elektronisch doorgestuurd, nadien volgt een aanmaning, en daarna loopt de uitvoeringsfase.

Vandaar mijn vraag, mijnheer de minister.

Kunt u ons een kosten-batenanalyse geven van het proefproject voor de inning van penale boetes? Ik vraag dat, omdat ik mij herinner dat iemand, voor u bevoegd minister werd, ooit zei niet te kunnen uitmaken wat het aandeel was van de uitvoeringskosten in de totale opbrengst. Hoeveel heeft het aangehaalde project gekost, hoeveel is er geïnvesteerd in de uitvoeringskosten en hoeveel bedraagt de opbrengst?

Wat is de verhouding tussen het proefproject en het FIRST-project? Bij FIRST volgt op de aanmaning eventueel een tweede aanmaning, waarna men tot de beslagprocedure via de gerechtsdeurwaarder overgaat? Hoe gebeurt dat in het proefproject? Hoe verhouden die twee zich tot elkaar?

Zal er bij het FIRST-project voortaan naast de verzending van een uitnodiging tot betaling ook voorzien worden in de mogelijkheid de dossiers verder op te volgen en ze door te spelen aan een gerechtsdeurwaarder voor verdere uitvoering? Of stopt men na de aanmaning? Ik mag hopen van niet.

Hoe ver staat het met de tweede fase van het evolutieve onderhoud wat het FIRST-project betreft? Is er reeds een definitieve oplossing gevonden voor de geregistreerde problemen?

10.02 Minister Johan Van Overtveldt: Wat uw eerste vraag betreft, mevrouw Van Cauter, kan ik u nog geen gedetailleerde kosten-batenanalyse geven, maar wel een paar belangrijke elementen die daarvan zeker deel moeten en kunnen uitmaken.

Aan de kostenzijde bevinden zich de ontwikkelingskosten van het programma dat in het proefproject gebruikt wordt, namelijk de toepassing van debiteurenbeheer. Dat programma werd volledig met eigen middelen, eigen aan de FOD Financiën dus, aangepast, zonder dat daarvan een inventaris werd bijgehouden. Een andere kostenpost betreft uiteraard de uitvoeringskosten, maar die staan los van het proefproject, want die kosten moeten hoe dan ook betaald worden bij een gedwongen invordering. Wij kunnen de gerechtsdeurwaarderskosten die ten laste blijven van de overheid schatten op 5 tot 10 % van de in te vorderen sommen.

Aan de batenzijde vinden wij de opbrengsten van de inning en invordering. In dat kader kan ik u wel meedelen dat de opbrengsten in Gent inmiddels gestegen zijn tot ongeveer 2,5 miljoen euro.

Wat uw tweede en derde vraag betreft, de toepassing van debiteurenbeheer bestond reeds voor de start van het project STEAMER, dat later tot FIRST werd omgedoopt. Het programma debiteurenbeheer wordt gebruikt voor de invordering van directe belastingen en btw. Het is juist door het ontbreken van belangrijke functionaliteiten in FIRST, dat de administratie beslist heeft om een bestaand programma aan te passen en bruikbaar te maken voor de invordering van penale boeten en andere niet-fiscale schulden.

Zoals het oorspronkelijk de bedoeling was, moet het programma FIRST op langere termijn de toepassing worden die gebruikt wordt door de hele FOD Financiën voor inning en invordering. In die zin zullen de twee programma's, FIRST en debiteurenbeheer, niet naast elkaar blijven bestaan. Uiteraard zal het afgewerkte FIRST alle functionaliteiten bevatten, welke nu door het programma debiteurenbeheer worden geleverd, dus ook de betalingsherinnering, het vereenvoudigd derde-beslag en de opdracht voor de gerechtsdeurwaarder.

Ten vierde, de tweede fase van het evolutief onderhoud loopt nog tot november 2015. Wij zijn nu ongeveer

halfweg de looptijd van het contract, dat erop gericht is technische en functionele verbeteringen aan te brengen. Tijdens de jongste rapportering bleek dat wij op schema zitten en er geen blokkerende factoren zijn. Als resultaat daarvan zal FIRST vanaf juni in staat zijn om betalingsherinneringen te versturen.

10.03 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de minister, ik probeer het te begrijpen.

Naar analogie met de invordering van btw en personenbelasting is er een programma dat debiteurenbeheer heet. Het programma werd uitgebreid met een extra mogelijkheid. De administratie heeft dat zelf gedaan. Op die manier slaagt ze erin 2,5 miljoen euro aan boetes te innen. Ik heb natuurlijk geen maatstaf om mee te vergelijken. Hoe was het resultaat het jaar voordien? Maakt men enkel gebruik van FIRST, waarna de gerechtsdeurwaarder wordt aangesteld? Ik kan dat daaruit niet afleiden. Als u echter zegt dat het positief is, neem ik aan dat dat klopt.

Daarnaast wordt er extern een computerprogramma ontwikkeld. Zowel STEAMER als nu FIRST vertoont de nodige kinderziekten. Zo wordt er een aanmaning verstuurd, maar men weet niet wat er vervolgens gebeurt omdat een en ander niet wordt geregistreerd. Blijkbaar wordt, nadat een aanmaning werd verstuurd, het dossier overgedragen aan de gerechtsdeurwaarder of komt er een procedure van vereenvoudigd beslag. Ik ben blij dat u dat hebt vernoemd.

Maar er is een programma dat intern ontwikkeld is en dat in Gent goed werkt. U had het over het innen van 2,5 miljoen euro aan boetes. Dat is goed, maar waarom wordt er dan nog een externe firma belast met het ontwikkelen van een totaal nieuw instrument dat een goedwerkend programma moet overnemen? Ik begrijp dat niet. Kunt u dat nog even duiden?

Ik wil hierover ook een andere vraag stellen.

Ik begrijp dat de kosten van de invordering door de gerechtsdeurwaarder uiteraard moeten worden betaald door degene die de boete moet betalen. Als die echter niet kan betalen, moet iemand anders de gerechtsdeurwaarder betalen en dat is dan de opdrachtgever. Tot zover kan ik volgen.

Het zou toch mogelijk moeten zijn om de gerechtsdeurwaarderkosten te schatten? We weten dat nog altijd niet. Vandaag zou men toch moeten weten hoeveel dat kost. Men moet toch weten hoeveel invorderingen er gebeuren waarbij men moet vaststellen dat een kei niet kan worden gestroopt, dat er niet kan ingevorderd worden. Hoeveel kost dat? Als men die cijfers niet heeft, kan men niet evalueren. Dat lijkt mij dus essentieel.

Misschien was mijn vraag niet voldoende gedetailleerd geformuleerd. Ik zal nog eens een poging doen om ze meer gedetailleerd te formuleren. Ik ben er echt in geïnteresseerd dat te weten.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

11 Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Financiën over "de Vlaamse fiscale codes" (nr. 4211)

11 Question de Mme Carina Van Cauter au ministre des Finances sur "les codes fiscaux flamands" (n° 4211)

De **voorzitter**: Mevrouw Van Cauter, uw vraag handelt over de Vlaamse fiscale codes en het feit dat er volgens persberichten maar liefst 43 nieuwe codes zijn bijgekomen, wat het totaal op 772 brengt, en dat de Financieringswet heeft gezorgd voor een steeds ingewikkelder systeem als gevolg van meer fiscale autonomie.

U hebt die Financieringswet wel zelf goedgekeurd.

11.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, ik ben blij dat u de inleiding al hebt geformuleerd. Dat moet ik niet herhalen.

De **voorzitter**: Dit is een interessante vraag over een wet die u zelf hebt goedgekeurd.

11.02 Carina Van Cauter (Open Vld): De minister heeft ons in antwoord op een eerdere vraag van mij

verzekerd dat de belastingplichtige hier niets van zou merken. Op het aangifteformulier zou de opsplitsing naar de bevoegde Gewesten niet zichtbaar zijn voor de belastingplichtige zodat er geen verwarring zou ontstaan.

Daarom herneem ik de vraag.

Ik heb in de media al wat toelichting gehoord, zij zijn wat sneller dan het Parlement.

Mijnheer de minister, hoe komt het dat dit grote aantal Vlaamse fiscale codes er nu wel komt, in tegenstelling met uw eerder antwoord in december 2014?

Blijft het voor de modale burger mogelijk zijn aanslagbiljet in te vullen, wetende dat met betrekking tot de aftrek van de woonlening er maar liefst 108 fiscale codes zouden bestaan? Hoe weet de burger nog hoe hij dat moet invullen?

11.03 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Van Cauter, sta me toe eerst te specificeren dat ik eind vorig jaar niet gezegd heb dat de belastingplichtigen er niets van zouden merken, maar wel hopelijk zo weinig mogelijk. Dat is toch wel een niet onbelangrijk nuance.

11.04 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik beluister uw antwoorden altijd optimistisch, mijnheer de minister.

11.05 Minister **Johan Van Overtveldt**: Met te veel vertrouwen, misschien.

11.06 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Met te veel vertrouwen, blijkbaar, ja.

11.07 Minister **Johan Van Overtveldt**: Mevrouw Van Cauter, dit gezegd zijnde, kom ik tot het antwoord op uw eerste vraag.

De administratie heeft er toch wel – geloof me – naar gestreefd om de aangifte in de personenbelasting voor aanslagjaar 2015 zo gebruiksvriendelijk mogelijk te houden en te maken voor de belastingplichtigen. Vanwege de bijkomende complexiteit, gelieerd aan de zesde staatshervorming, kan dat helaas niet zonder de invoering van een aantal nieuwe codes. Dat is de realiteit van vandaag. De meeste nieuwe codes houden verband met de ont dubbeling van de rubrieken inzake de woonfiscaliteit. Nu de Gewesten exclusief bevoegd zijn voor de belastingsvoordelen aangaande de uitgaven die zijn gedaan voor de eigen woning, moet een onderscheid worden gemaakt tussen die uitgaven en de uitgaven die op andere woningen slaan. Daarom gaan de nieuwe codes die verband houden met de eigen woning voortaan vooraf door het prefix 3 of 4. De basisstructuur van de overeenkomstige rubrieken in de aangifte is voorts vrijwel dezelfde gebleven in vergelijking met vorig jaar, toen het volledig belastingsvoordeel nog een federale bevoegdheid uitmaakte.

In uw tweede vraag spreekt u over het aanslagbiljet, het document dat de belastingplichtige ontvangt na de indiening en het nazicht van de aangifte en waarop de belastingplichtige het bedrag vindt dat hij of zij moet betalen of dat zal worden terugbetaald. Het gaat dus om een document dat de belastingplichtige ontvangt en niet om een document dat de belastingplichtige zelf invult.

Meer dan 80 % van de burgers die zelf een aangifte indienen, dus zonder rekening te houden met de voorstellen van vereenvoudigde aangifte, vult twintig codes of minder in. De helft van de belastingplichtigen vult slechts tien codes of zelfs minder in. Voor bijna 2,1 miljoen burgers verandert er niets, omdat zij, net zoals vorig jaar, een voorstel van vereenvoudigde aangifte ontvangen. De meeste burgers zullen bijgevolg perfect in staat zijn zelf hun aangifte correct in te vullen.

De belastingplichtigen die hun aangifte via Tax-on-web-burger indienen, worden daarbij ondersteund door een maximale vooraf invulling van de gegevens, voor zover de administratie uiteraard over deze gegevens beschikt. Bovendien bieden tal van *wizards* op Tax-on-web bijkomende uitleg. Voor wie nog meer hulp nodig heeft, voorziet de FOD Financiën in een uitgebreide dienstverlening. Er zijn tot eind juni invulsessies in kantoren, bij gemeentelijke administraties en in commerciële centra. De burger kan het contactcenter van de FOD Financiën op werkdagen per telefoon vragen stellen. Vanaf dit jaar is er ook een speciale ondersteuning voor doven en slechthorenden. Tenslotte, kan de burger op <http://financien.belgium.be> de FAQ raadplegen voor meer uitleg over het invullen van de aangifte.

Wat betreft uw derde vraag, ligt de complexiteit minder in het aantal codes, maar eerder in de berekening van de verschuldigde belasting. De vorige regering heeft bepaalde negatieve effecten die zich zouden kunnen manifesteren door het nieuwe berekeningsschema na de zesde staatshervorming zoveel mogelijk willen vermijden. Daarom werden een aantal correctiemechanismes ingebouwd in het stadium van de berekening van de belasting. Samen met het nieuwe berekeningsschema zorgt dit wel voor behoorlijk wat aanpassingen van het berekeningsprogramma in de personenbelasting. Bovendien moet ook behoorlijk worden gesleuteld aan het bestaande programma voor de inning van de belastingen. Voortaan moet immers bij iedere betaling het juiste deel worden bepaald dat aan het Gewest ten goede komt. Op zich is dat niet echt een bijkomende complexiteit voor de belastingplichtige.

Het aanpassen van programma's vraagt dus meer tijd, waardoor de inningen enige vertraging kunnen oplopen ten opzichte van vorig jaar. Bij de begrotingscontrole is daarmee rekening gehouden.

11.08 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de minister, u weet ongetwijfeld dat het voor een burger niet eenvoudig is als hij een keuze moet maken tussen 108 codes met betrekking tot de aftrek voor een woning, ook al moet hij maar 20 codes invullen.

Ik ben blij dat u alle mogelijkheden voor de burger om bijkomende informatie van de administratie te krijgen nog eens in herinnering hebt gebracht. Misschien zal een zoekende burger uw antwoord lezen.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, dat is een van de instructies van deze commissie.

11.09 Minister Johan Van Overtveldt: (...)

11.10 Carina Van Cauter (Open Vld): (...)

De **voorzitter**: Minder belastingen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

12 Question de M. Georges Gilkinet au ministre des Finances sur "les résultats de l'assemblée générale de BNP Paribas" (n° 4311)

12 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Financiën over "de resultaten van de algemene vergadering van BNP Paribas" (nr. 4311)

12.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le ministre, ce 13 mai se tenait l'assemblée générale de BNP Paribas dont l'État belge est le premier actionnaire.

Un des enjeux de cette assemblée générale consistait, comme nous l'avons débattu lors d'une précédente commission, en l'éventuelle adoption d'une modifications statutaire visant à déroger à la loi Florange qui accorde un double droit de vote aux actions détenues pendant deux ans au moins, ce qui est le cas des actions de l'État belge, sauf adoption d'une disposition statutaire dérogeant à ce principe. Cette résolution était portée par le management de BNP Paribas.

Dans votre réponse à ma question sur ce sujet, vous indiquiez que "l'État belge, en sa qualité de plus grand actionnaire avec une participation de plus de 10 %, va s'opposer à cette résolution et donc s'en tenir à la loi Florange. Cela renforcerait non seulement la position belge mais offrirait également davantage de possibilités de défendre de façon optimale les intérêts belges".

Je souhaiterais faire le point avec vous à l'issue de cette assemblée générale et sur les conséquences à en tirer.

Pouvez-vous m'indiquer quels contacts préalables ont été pris par votre cabinet ou par la Société fédérale de participation et d'investissements (SFPI) avec les autres actionnaires afin d'obtenir un rejet de la modification statutaire portée par le management?

Quel a été le résultat du vote? Peut-on identifier les actionnaires qui ont soutenu la proposition de la direction de la banque et ceux qui s'y sont opposés? Quelles sont les conséquences de ce résultat pour la

représentation de la Belgique au sein de BNP Paribas?

Quels sont les prochains objectifs de la Belgique en matière de contenu par rapport aux positions prises par BNP Paribas, notamment à l'égard de la solidité de la banque et de ses choix éthiques? Je pense ici à la fraude fiscale.

12.02 Johan Van Overtveldt, ministre: Monsieur le président, monsieur Gilkinet, ma politique a pour objectif de défendre au maximum les intérêts belges. Cependant, il convient d'admettre que d'autres actionnaires chérissent des intérêts différents.

Il est vrai que l'État belge est l'actionnaire le plus important de BNP Paribas mais cela ne représente que 10 % des actions, ce qui signifie que l'actionnariat de cette banque est très diversifié, ce qui rend les contacts préalables significatifs très difficiles.

Le résultat du vote relatif à la question sur la dérogation à la loi Florange lors de l'assemblée générale du 13 mai est le suivant: la résolution a été approuvée par 78,23 % des voix; 21,71 %, dont faisait partie l'État belge, ont voté contre.

Dans la mesure où la majorité des deux tiers a été atteinte, cela signifie que le principe d'une action égale une voix est maintenu au sein de BNP Paribas. Le vote est anonyme, raison pour laquelle l'identité des actionnaires qui adoptent un point de vue déterminé, pour ou contre, n'est pas connu ni de l'assemblée générale ni d'une autre instance de BNP Paribas.

Le protocole d'accord du 10 octobre 2008, modifié par l'avenant n° 3 du 12 mars 2009 dispose, en effet, que tant que l'État belge détient au moins 10 % des droits de vote au sein de BNP Paribas, il peut soumettre deux administrateurs à l'approbation de l'assemblée générale. Si l'État belge détient entre 5 et 10 % des droits de vote, il peut présenter un administrateur. L'État belge ne peut toutefois pas prétendre à plus de deux administrateurs. Le résultat du vote ne modifie donc en rien cette situation.

Les représentants de l'État belge, à savoir la SFPI et les administrateurs belges au sein du conseil d'administration de BNP Paribas, ont reçu formellement pour mission de veiller à la santé financière de la banque et à ce que la banque soit dirigée de manière éthique et responsable. Il s'agit là d'une préoccupation présente en permanence dans tous les aspects de politique sans que cela ne se traduise dans des points très concrets.

12.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, nous avons donc été battus. J'en prends acte. Nous ne l'avons pas été sans défendre notre point de vue. Tant mieux, même s'il était difficile de mobiliser d'autres actionnaires que la Belgique!

Notre souci, depuis le début, dans les investissements réalisés par l'État belge, notamment dans le secteur bancaire, c'est qu'ils aient, au-delà de leur impact financier positif sous forme de dividende, un impact de contenu sur les choix posés par la banque. C'est une évolution par rapport à ce qui m'a été dit précédemment de la mission donnée à la SFPI et à nos deux administrateurs de faire en sorte de contribuer à ce que la banque soit dirigée de façon éthique et responsable.

Je peux vous assurer qu'il y a de quoi faire chez BNP Paribas, comme je l'ai déjà souligné, au niveau de la durabilité des investissements, des risques pris, de la collaboration à des mécanismes de fraude, à des mécanismes de destruction de l'environnement. BNP Paribas est très régulièrement pointée pour ses mauvais choix.

J'espère que nos deux administrateurs, même s'ils n'ont pas la majorité, agissent et dénoncent ce type de comportement pour tenter de faire évoluer de l'intérieur le modèle de cette banque, tant que nous en sommes actionnaires.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

13 Question de M. Georges Gilkinet au ministre des Finances sur "l'échange d'informations sur les rulings" (n° 4312)

13 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Financiën over "de uitwisseling van informatie over de rulings" (nr. 4312)

Le **président**: Pour information, nous sommes invités le 17 juin pour une concertation européenne. Nous irons au Parlement européen à ce sujet.

13.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): C'est bien noté dans mon agenda, monsieur le président. Il s'agit d'un suivi de la rencontre très intéressante que nous avons eue avec la commission Taxe du Parlement européen. Comme vous le savez, cette commission est chargée d'enquêter sur les pratiques agressives des différents États en matière fiscale, notamment via le *ruling*.

Dans sa réponse adressée le 23 avril dernier aux eurodéputés verts de la Commission Taxe, le commissaire Moscovici a confirmé le fait que dans le cadre de la réunion du groupe de travail "code de conduite" du 17 avril 2012, la Belgique avait reconnu n'avoir jamais échangé d'informations sur les rescrits fiscaux, ou *rulings*, ce qui constitue une violation très claire du cadre légal européen. En effet, la directive du Conseil sur l'assistance mutuelle datant de 1977 impose l'échange spontané d'informations sur les rescrits fiscaux problématiques. Cette obligation légale a été réaffirmée en 2011 dans la directive du Conseil relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal. Plus précisément, l'article 9 de la directive prévoit l'obligation de procéder à un échange spontané d'informations dans les cas où il y a des raisons de supposer "qu'il peut exister une perte d'impôt ou de taxe dans un autre État membre (...)" ou "qu'il peut exister une diminution de taxe ou d'impôt résultant de transferts fictifs de bénéfices à l'intérieur de groupes d'entreprises".

Vous avez récemment affirmé que notre pays devrait se limiter à l'avenir à échanger spontanément des informations concernant ses *rulings* financiers uniquement "à la demande" d'un autre État de l'Union européenne et seulement pour ceux conclus depuis le 1^{er} janvier 2015. Or, le cadre légal européen ne conditionne en aucun cas l'échange spontané d'informations à l'existence d'une demande préalable.

Dans un arrêt rendu le 13 avril 2000, la Cour de justice de l'Union européenne a d'ailleurs confirmé l'obligation d'échange d'informations "sans demande préalable". En agissant de la sorte, la Belgique risque donc de ne toujours pas respecter ses obligations en matière d'échange d'informations.

Monsieur le ministre, pouvez-vous m'indiquer comment le dispositif que vous souhaitez mettre en place répondra aux manquements de la Belgique en matière de respect du droit européen relatif à l'échange d'informations? Quelles mesures entendez-vous adopter pour remédier cette situation? La Belgique collaborera-t-elle pleinement aux travaux de la commission Taxe? Plus précisément, lui fournira-t-elle tous les documents demandés? Vous avez reçu une lettre le 23 avril 2015 à ce sujet, ainsi qu'un aperçu, avec les dates et noms des compagnies concernées, de toutes les décisions anticipées qui ont été rendues depuis 1991 ainsi que l'ensemble des informations qui ont été échangées depuis janvier 2010 avec d'autres États membres en vertu des dispositions contenues dans l'article 9 de la directive que j'ai citée plus haut et dans l'article 4 de la directive du Conseil.

13.02 Johan Van Overtveldt, ministre: Monsieur Gilkinet, sans attendre l'entrée en vigueur de la proposition de directive modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal, j'ai, le 29 avril, chargé mon administration de préparer une instruction afin d'organiser l'échange spontané des *rulings* transfrontaliers et des accords unilatéraux en matière de prix de transfert avec les autres États membres de l'Union européenne. Cette instruction sera publiée au plus tard le 30 septembre 2015.

Les renseignements relatifs aux *rulings* transfrontaliers sont déjà échangés mais jusqu'à présent, uniquement sur demande. Il convient de noter que les autres États membres de l'Union européenne n'ont pas non plus envoyé de *rulings* et d'accords unilatéraux à la Belgique de manière régulière. Jusqu'à présent, nous n'avons reçu spontanément qu'un seul *ruling* de ce type. Les *rulings* transfrontaliers et les accords unilatéraux en matière de prix de transfert émis à partir du 1^{er} janvier 2014 seront échangés spontanément à partir du 30 septembre 2015, une fois que les modalités d'application de l'échange seront mises en place.

La Belgique collaborera en tout cas aux travaux de la commission Taxe du Parlement européen et lui communiquera les renseignements demandés. S'agissant de l'aperçu de toutes les décisions anticipées rendues depuis 1991, la Belgique renverra aux *rulings* fiscaux tels que publiés sur le site www.fisconet.be depuis 1993. Ces *rulings* sont publiés de manière anonyme afin de préserver les secrets commerciaux des

sociétés concernées et ce, conformément à la législation.

S'agissant de l'ensemble des informations qui ont été échangées spontanément depuis 2010 avec les autres États membres de l'Union européenne en vertu des directives en matière d'assistance administrative, seul le nombre de renseignements communiqués par année sera indiqué. Les agents du SPF Finances restent en effet dans l'exercice de leur fonction lorsqu'ils communiquent lesdits renseignements à un autre État. Les dispositions relatives au secret professionnel de ces agents sont applicables à tout ce dont ils ont eu connaissance dans le cadre du traitement des renseignements.

13.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Il ne s'agit pas d'un problème simple, qui ne concerne pas uniquement la Belgique, mais nous avons la conviction qu'il faut cesser cette guerre fiscale entre États au niveau européen et que ceux-ci doivent collaborer, non seulement avec la commission Taxe qui est en place, mais plus structurellement entre eux, de façon à ce que l'échange d'informations soit le plus complet et le plus efficace possible pour que l'impôt dû soit payé, que ce soit en Belgique ou dans un État voisin. Sinon, la situation sera telle que l'on videra les bases taxables et les États globalement; les citoyens seront donc perdants et les multinationales gagnantes.

J'entends que vous avez donné mandat à votre administration de préparer une circulaire qui sera publiée au plus tard le 30 septembre 2015. Si cela peut se faire plus rapidement, ce ne serait pas plus mal. Vous entendez collaborer avec la commission Taxe mais en renvoyant à un site internet et en transmettant des informations anonymisées, vous faites référence au secret professionnel.

Je m'étonne que ce secret professionnel soit utilisé à l'égard d'administrations fiscales étrangères. Il ne s'agit pas de donner l'information à tout venant, mais à d'autres agents assermentés et qui ont pour objectif dans d'autres pays de faire en sorte que l'impôt soit correctement payé. Je ne doute pas que la commission Taxe soit attentive aux réponses que vous m'avez données et aux réponses que vous lui donnez officiellement.

J'ai l'impression qu'en termes de transparence, il y a moyen de faire mieux et plus vite. Je pense que nous y avons intérêt globalement en notre qualité de citoyens européens.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

14 Question de M. Georges Gilkinet au ministre des Finances sur "la transparence de la comptabilité des multinationales" (n° 4313)

14 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Financiën over "de transparantie van de boekhouding van multinationals" (nr. 4313)

14.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, le jeudi 7 mai, la Commission des affaires juridiques du Parlement européen a adopté un amendement à la directive sur les droits des actionnaires qui vise à contraindre les multinationales à fournir des informations précises sur leurs filiales, même celles qui ont leur siège dans des paradis fiscaux. Ainsi devraient être publiés pour chaque pays d'implantation les profits déclarés, les impôts payés ou encore le nombre d'employés.

Pour entrer en vigueur, cette mesure doit être approuvée par le Parlement européen en séance plénière et par le Conseil des ministres. Le gouvernement belge, comme ses 27 homologues européens, a donc une occasion de montrer que la justice fiscale constitue pour lui une réelle préoccupation.

Monsieur le ministre, pouvez-vous m'indiquer si vous avez été informé de l'adoption de l'amendement évoqué ci-dessus en Commission des affaires juridiques du Parlement européen?

Êtes-vous prêt à soutenir le principe de cette mesure? Ce sujet est-il annoncé à l'ordre du jour d'un prochain sommet ECOFIN? Selon quel calendrier cette mesure pourrait-elle se concrétiser? Quand pourrait-elle être transposée en droit belge?

14.02 Johan Van Overtveldt, ministre: Cher collègue, la révision de la directive 2007/36/CE sur les droits des actionnaires ne relève pas de la compétence du SPF Finances mais du SPF Justice. Je suis cependant au courant du fait que la Commission des affaires juridiques du Parlement européen a adopté, le 7 mai 2015, le projet de révision de cette directive, y compris l'obligation pour certaines "grandes entreprises" de

publier un rapport par pays en ce qui concerne les bénéfices réalisés, les impôts payés sur les bénéfices et les subventions reçues.

En ce qui concerne votre deuxième question, la Belgique soutient l'obligation de déclaration, pays par pays, prévue par l'action 13 du plan d'action OCDE/G20 concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices, le fameux projet *Base Erosion and Profit Shifting* (BEPS).

Cette obligation améliorera la transparence en instaurant un échange automatique d'informations entre les autorités fiscales des différents pays pour leur permettre de mieux évaluer les risques liés aux prix de transfert et aux pratiques d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices au sein des groupes internationaux.

J'en viens à quelques points additionnels.

Ces nouvelles directives entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Les "petits groupes" internationaux sont exonérés de déclaration. Il s'agit des groupes présentant un chiffre d'affaires inférieur à 750 millions d'euros. Une évaluation de ce critère est prévue en 2020. Aucune autre exonération n'est prévue. Tous les secteurs sont assujettis à la déclaration, y compris les fonds d'investissement et les entités sans personnalité juridique.

Ensuite, un modèle de déclaration uniforme, pays par pays, est établi afin de limiter les coûts administratifs supportés par les contribuables.

Par ailleurs, les informations fournies ne seront pas accessibles au public et seront uniquement échangées entre les autorités fiscales.

En outre, les groupes internationaux doivent fournir un aperçu général de leur activité commerciale et de leur politique en termes de prix de transfert. Des informations particulières devront être communiquées pour les actifs incorporels, les actifs financiers et les transactions importantes au sein du groupe.

En réponse à vos troisième et quatrième questions, la directive ne relève pas de ma compétence, mais de celle du ministre de la Justice. Elle n'est donc pas à l'ordre du jour d'un sommet ECOFIN. Suivant le site web du Parlement européen, les dispositions révisées pourraient être examinées en première lecture en séance plénière de la même assemblée, le 8 septembre 2015. Il s'agit d'une date indicative.

L'acte proposé étant une directive du Parlement européen et du Conseil, il doit recueillir l'approbation des deux instances, conformément à la procédure législative ordinaire.

14.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie.

En ce qui concerne la directive, j'interrogerai donc le ministre de la Justice. J'espère qu'elle pourra être adoptée par le Parlement européen et le Conseil pour entrer ensuite en vigueur.

Nous avons intérêt à progresser en matière de transparence, peut-être de façon encore plus complète que ce que vous décrivez. Si toutes les informations ne doivent pas être transmises au grand public, je pense que davantage peuvent l'être qu'aujourd'hui; j'espère que la transparence va conduire les entreprises, en l'occurrence les multinationales, à des comportements plus vertueux sur le plan fiscal, environnemental et social.

Je dirai un dernier mot sur la notion de "petit groupe". Vous avez cité actuellement le chiffre d'affaires d'un montant de 750 millions d'euros. Peut-être qu'à l'échelle de l'Europe, il s'agit de petits groupes, mais à l'échelle de notre État, ce sont de très grands groupes. Il faudra à un moment aussi interroger cette limite de façon à éviter que trop d'entreprises éventuellement concernées n'échappent à ces règles. Il faut que ces limites soient baissées le plus rapidement possible. Tout cela prend tellement de temps à être réalisé alors que c'est tellement urgent. Cela en est frustrant.

Mais merci pour vos réponses.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.11 uur.
La réunion publique de commission est levée à 17.11 heures.*